

Editorial

Révolutions, modes d'emploi

Claude Ansermoz

Rédacteur en chef adjoint



L'Occident fait parfois preuve d'une impatience crasse à l'égard des révolutions d'aujourd'hui. Nous aimerions que les pays qui se libèrent d'un joug dictatorial séculaire le fassent en quelques semaines ou quelques mois. C'est oublier notre propre histoire. Oublier que les pays européens, par exemple, ont mis des siècles pour s'émanciper des régimes féodaux.

Ou qu'il a fallu aux braves Waldstätten aux bras nouveaux des décennies de brimades incessantes avant d'avoir le courage de défier les Habsbourg autrichiens. On fêtera d'ailleurs l'an prochain les 700 ans de la bataille de Morgarten, qui marque, peut-être plus que le Pacte de 1291 ou le serment du Grütli, le début timide mais véritable de la construction de la Confédération.

Nous souhaiterions en plus - et c'est là une vision assez romantique - que les héros de ces combats libérateurs deviennent de grands dirigeants démocratiques en un coup de cuillère à pot. C'est nier qu'il y a des hommes pour faire la guerre et qu'il y en a d'autres pour conduire la paix. Et que ce sont rarement les mêmes. Par exemple, que les Etats-Unis desserrent l'étreinte «embargotière» sur Cuba ne suffira pas pour faire de cette île une démocratie. La dynastie Castro, qui ne pourra plus se réfugier

derrière le paravent de «l'impérialiste américain» pour justifier le régime, devra également s'effacer. On n'est d'ailleurs pas certains que Che Guevara aurait fait un meilleur démocrate que son frère d'armes. Comme on ne sait pas si Guillaume Tell eût été un grand dirigeant suisse s'il avait existé.

Mais à force de regarder l'Irak, la Syrie, la Libye ou l'Afghanistan s'embourber dans des conflits qui semblent ne jamais devoir finir, on en oublie aussi ces luttes qui ont été finales. Dans cette Afrique que nous jugeons si souvent de façon paternaliste, il est assez

«Il y a des hommes pour faire la guerre et d'autres pour conduire la paix.»

remarquable de voir comment la première élection présidentielle libre s'est déroulée en Tunisie à peine cinq ans après la révolution de Jasmin. Qui contraste avec ses voisins algériens ou égyptiens.

Il y a un quart de siècle, le couple Ceausescu se faisait exécuter après un simulacre de procès surtout destiné à servir d'exutoire à des années de dictature communiste. Qui se souvient des leaders roumains d'opposition à l'époque? La récente élection du libéral Klaus Iohannis a par contre marqué l'aboutissement d'un processus de maturation politique. Les révolutions sont comme un vieux rhum cubain. Il faut leur laisser du temps.

L'image du jour La Thaïlande se souvient du tsunami, il y a dix ans



AFP/WILLIAM DAVIES

Courrier des lecteurs

Religion Dialogue indispensable à la vie en commun

A propos de la Réflexion de M. Olivier Delacrétaz intitulée «Foi proclamée et respect d'autrui» (24 heures du 16 décembre 2014).

Nous vivons dans un monde où les religions se côtoient, partout. Dès lors, le dialogue interreligieux n'est pas «très en vogue» comme l'écrit Olivier Delacrétaz, il est indispensable à la vie en commun.

Olivier Delacrétaz semble s'en faire une bien curieuse image. On y passerait sous silence l'essentiel de la foi chrétienne, le Christ, et «sa perspective ultime» devrait être «la conversion de son vis-à-vis».

Permettez-moi une citation: «... la volonté claire de nous engager dans des dialogues ouverts, respectueux, qui ne visent pas la confusion (il ne s'agit pas de nous mettre d'accord autour de notre plus petit dénominateur commun) mais qui visent une saine confrontation permettant à chacun d'enrichir la compréhension qu'il a de soi en découvrant l'autre. C'est ce que je nous souhaite dans les années à venir.» Qui a tenu ces propos? Line Dépraz, pasteur et conseillère synodale, invitée à la fête de l'Aïd, pour les dix ans de l'Union

vaudoise des associations musulmanes (UVAM).

Autre chose maintenant. Peut-on encore parler de dialogue si l'objectif est d'amener l'autre à penser comme moi, à partager mes propres croyances? Olivier Delacrétaz confond plaidoirie persuasive et dialogue. Le dialogue suppose de part et d'autre la liberté d'une parole vraie, exigeante, donc aussi l'écoute, le respect, le sentiment de notre humanité commune.

Si le dialogue interreligieux dans notre canton devait être marqué au coin du prosélytisme ou de l'exclusion, nous serions dans de très mauvais draps. C'est une responsabilité spirituelle et citoyenne qu'il n'en soit pas ainsi.

Pierre Marguerat, pasteur, Lausanne

Eoliennes Le compte est bon

A propos de la lettre de lecteur de M. Michael Dupertuis intitulée «Les anti-éoliens, bientôt une histoire du passé!» (24 heures du 15 décembre 2014).

Il paraît que les problèmes concrets réconcilient avec l'arithmétique. Problème réel et d'actualité, donc, inspiré par le secrétaire des Vert'libéraux:

«Il faut une semaine à une équipe de travailleurs pour démonter une



Rencontre entre diverses communautés religieuses lors de l'inauguration de la Maison des religions à Berne. KEYSTONE

éolienne.» Sachant que cette équipe travaille 48 semaines par an et que le pays compte 2000 éoliennes, en combien d'années le paysage sera-t-il rendu vierge de ces édifices? Pour essayer de faire plus court, on multiplie les équipes. En supposant qu'une équipe standard se compose de 20 personnes, combien faudra-t-il recruter de travailleurs pour parvenir au même résultat en une semaine? En moyenne, les mâts des éoliennes du pays mesurent 100 m de haut et 5 m de diamètre. Quelle est la surface de la friche qui accueillera provisoirement ces mâts? Un socle d'éolienne représente 1000 tonnes d'acier et de béton, combien faudra-t-il..., etc., etc.

NB: Il n'y a rien de fictif dans ce problème, surtout pas le nombre de 2000 éoliennes. De quoi donner mal au crâne, pour reprendre le titre de

l'éditorial du même jour («L'après-9 février donne mal au crâne»).

Pierre Jacquot, Belmont

Colonies de Vevey Indignation partagée

A propos de la lettre de lecteur de Mme Maryse de Micheli intitulée «J'ai mal à mon droit!» (24 heures du 17 décembre 2014).

Je partage l'indignation de Mme de Micheli. Qu'un voleur récidiviste bénéficie pour la seconde fois d'un sursis, cette légèreté ne peut que susciter l'indignation.

Quant à l'argument de la prescription... ne suffit-il pas de laisser traîner les choses pour que le délai soit franchi?

Un autre fait suscite ma perplexité: nulle part je n'ai pu lire en toutes lettres le nom du coupable, même après sa condamnation.

René Durussel, Vevey

Aménagement du territoire Dérives centralisatrices et nouveau chef

Il y a quelques semaines, un titre était mis en évidence dans 24 heures: le Conseil d'Etat se séparait de Philippe Gmür, chef du SDT (Service de l'aménagement du territoire).

24 heures du 17 décembre annonce un durcissement des ordonnances fédérales en matière d'aménagement, et cela inquiète Mme Jacqueline de Quattro. Le nouveau chef de service qu'elle choisira devra non seulement être compétent en la matière, mais il faudra qu'il soit aussi convaincu qu'il est nécessaire de contester la mainmise de l'Administration fédérale, envahissante. Il s'agit de défendre le fédéralisme, une valeur qui fut le fondement de la Suisse. Le père de l'aménagement, Jean-Pierre Vouga, s'était battu pour que les autorités locales restent responsables en la matière. Les spécificités propres et variées des cantons et des communes étant prioritaires, un pouvoir législatif décentralisé est essentiel.

Les nouvelles exigences fédérales ne sont pas basées sur une approche détaillée des sites et du paysage mais sur des règles arithmétiques et des pourcentages applicables uniformément à toute la Suisse. C'est aberrant quand on connaît sa diversité.

Ce nouveau chef ne pourra que contester cet état de fait... et cela s'annonce difficile.

Et, cas échéant, avec la responsable du département, aura-t-il l'appui d'une majorité politique, à tous les niveaux?

Michel Favre, urbaniste, Nakhon Ratchasima, Thaïlande